



---

## Où sont les étudiants du supérieur ? Démobilisation et réengagement du milieu universitaire en Turquie et au-delà

*Looking for Student Activists Demobilization, Disengagement and Reengagement in Turkey and beyond*

Jordi Tejel Gorgas

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ejts/4796>

DOI : 10.4000/ejts.4796

ISSN : 1773-0546

### Éditeur

EJTS

### Référence électronique

Jordi Tejel Gorgas, « Où sont les étudiants du supérieur ? Démobilisation et réengagement du milieu universitaire en Turquie et au-delà », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 17 | 2013, mis en ligne le 01 avril 2014, consulté le 16 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ejts/4796> ; DOI : 10.4000/ejts.4796

---

Ce document a été généré automatiquement le 16 février 2020.

© Some rights reserved / Creative Commons license

---

# Où sont les étudiants du supérieur ? Démobilisation et réengagement du milieu universitaire en Turquie et au-delà

*Looking for Student Activists Demobilization, Disengagement and Reengagement  
in Turkey and beyond*

**Jordi Tejel Gorgas**

---

## NOTE DE L'AUTEUR

Je tiens à remercier le Fonds national suisse de la recherche scientifique du soutien financier accordé en vue d'accomplir ma recherche « States, Minorities and Conflicts in the Middle East (1948-2003) » réalisée entre 2010-2014 à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève, dont ce numéro est l'un des fruits les plus importants. Il va de soi, cependant, que les opinions exprimées ici n'engagent que l'auteur.

- 1 Lorsque les mobilisations massives contre les projets urbanistiques du gouvernement turc au parc de Gezi sont survenues entre fin mai et mi-juin 2013, je me trouvais à Istanbul en train de mener des entretiens dans le cadre de mes propres recherches sur les mouvements estudiantins des années 1960-1980 en Turquie. Si le mouvement soubouliote se situait hors de mon sujet<sup>1</sup>, je ne pouvais pas m'empêcher de changer ma « casquette » d'historien pour me rendre régulièrement au parc de Gezi en « ethnologue » afin d'observer *in situ* le mouvement de protestation le plus important des deux dernières décennies dans la partie occidentale du pays. Après deux semaines de va-et-vient et de quelques discussions avec des manifestants ainsi qu'avec les acteurs des mobilisations estudiantines des années 1960-1980, quelques remarques en lien direct avec le sujet de ce numéro de l'EJTS me semblent pertinentes.

- 2 En premier lieu, le mouvement du parc de Gezi, de caractère acéphale, était extrêmement hétéroclite regroupant des collectifs très variés (environnementalistes, étudiantins, défense de droits des homosexuels et des femmes, etc.) et de tendances politiques diverses, allant de l'extrême gauche à l'extrême droite en passant par les groupes proches des kémalistes, des islamistes et des nationalistes kurdes<sup>2</sup>. À côté des associations représentant la « société civile » et des organisations politiques, syndicales et professionnelles, un nombre important de manifestants sans affiliation aucune était également présent ; donnée confirmée par les résultats de la première enquête menée dans le feu de l'action. En effet, entre les 3 et 4 juin 2013, Esra Ercan Bilgiç et Zehra Kafkaslı, enseignantes à l'université de Bilgi (Istanbul), organisèrent une enquête auprès de 3000 manifestants rassemblés entre le parc de Gezi et la place Taksim. Selon les interviews réalisées, 70 % des participants aux mobilisations disaient n'être proches d'aucun parti politique et la plupart d'eux se définissaient comme « libertaires » (*özgürlükçü*), tandis que seulement 7,7 % admettaient s'être rendus à Taksim en suivant les encouragements d'une organisation, même si plus de la moitié des enquêtés ne se considéraient pas pour autant « apolitiques ». Enfin, 53,7 % des interviewés déclaraient être descendus protester dans la rue pour la première fois<sup>3</sup>.
- 3 En deuxième lieu, une bonne partie des manifestants sans affiliation partisane ou organisationnelle étaient majoritairement jeunes –trait confirmé aussi par l'enquête susmentionnée (40 % entre 19-25 ans, 24 % entre 26-30 ans)–, étudiants du supérieur, de classe moyenne, laïcs –même si la présence de quelques collectifs « musulmans » (anti-capitalistes et féministes) se fit remarquer– et très branchés sur les médias sociaux. Pourtant, leur identité estudiantine ne semblait pas être déterminante en l'espèce, puisque la plupart des protestataires ne cherchaient pas à se regrouper autour des quelques associations étudiantes présentes à Gezi et qu'ils s'étaient rendus à Taksim de manière « spontanée ».
- 4 Enfin, le sentiment de surprise face à cette mobilisation soudaine, à l'instar des révoltes survenues dans le monde arabe entre 2010-2011, fut exprimé par les professeurs d'université rencontrés à Istanbul. D'après ces témoignages, rien ne pouvait prédire l'engagement important de leurs étudiants dans le mouvement de Gezi. Les mobilisations dans l'enceinte des universités étaient quasiment inexistantes dans les mois précédents et le soutien aux syndicats d'étudiants se situait au plus bas. Et pourtant, la présence des étudiants du supérieur à Gezi fut tellement significative que certains recteurs finirent par proposer des prolongations pour la tenue des examens de fin d'année, malgré les pressions exercées par le YÖK (Conseil de l'enseignement supérieur) et le gouvernement turc.
- 5 En outre, et en poursuivant le parallèle avec la plupart des pays arabes ayant connu des soulèvements populaires depuis 2010, un événement « marginal », impliquant des forces de sécurité un peu trop zélées, aurait conduit des milliers de personnes à occuper un espace urbain délimité (la place Taksim et le parc Gezi), zone désormais « libérée » et « protégée », aidant à consolider une socialisation et politisation « express » (Fillieule 2013 ; 287-308). En dépit de l'évacuation violente des protestataires de Gezi le 15 juin, l'expérience du « campement » à Istanbul et dans les autres villes turques ayant manifesté leur solidarité avec le mouvement stambouliote marquerait, pour certains, le début d'une nouvelle ère politique dans le pays ; la sortie d'un long « cycle de démobilisation ».

- 6 Il ne s'agit pas ici d'analyser ces « événements », dans une acception purement sémantique du terme<sup>4</sup>, ni de prendre position dans le débat sur la fin ou non du « cycle de démobilisation » en Turquie, et au Moyen-Orient en général. Notre propos, partant d'un double mouvement, est différent. Prenant acte des fortes mobilisations autour du parc de Gezi et de ses ramifications dans le territoire turc (Bilgin 2013 ; Gökay et Xypolia 2013 ; Kongar et Küçükkaya 2013 ; Özbank 2013, Yıldırım 2013), mais acceptant, en même temps, l'invitation d'Olivier Filleule et d'autres chercheurs à s'intéresser davantage au phénomène de la défection militante (Filleule 2005 ; Fuchs-Ebaugh 1988 ; Björger et Horgan 2009), ce numéro vise à questionner quelques paradigmes hégémoniques autour de problématiques centrales, mais encore sous-étudiées, dans l'étude de l'action collective ; à savoir son déclin et, en particulier, les questions liées au désengagement individuel et à la démobilisation collective.
- 7 Pour ce faire, les contributions rassemblées dans ce numéro, s'inscrivant dans différentes traditions disciplinaires –histoire, science politique, sociologie–, partant de divers terrains –de la Turquie au Mexique en passant par l'Égypte et le Maroc– et prenant acte de premières analyses du désengagement individuel dans des pays ayant connu récemment de fortes mobilisations –Égypte et Maroc–, se focalisent sur un groupe social particulier : les étudiants du supérieur, considérés à la sortie de la Seconde guerre mondiale comme l'avant-garde du changement social en particulier dans les pays en développement. Cependant, si les étudiants du supérieur constituent le point de départ de tous les articles réunis dans ce dossier, quelques auteurs intègrent de manière plus ou moins explicite d'autres acteurs importants dans le milieu universitaire.
- 8 En effet, les mouvements estudiantins n'agissent pas de manière isolée ; ils se trouvent en interrelation avec une multitude d'acteurs appartenant certes au milieu universitaire (organes de coordination des institutions du supérieur, professeurs, doyens, recteurs, assistants), mais également avec d'autres catégories d'acteurs qu'il faut prendre en considération (« foyers idéalistes », intellectuels, partis politiques, lycées, forces de sécurité, etc). En ce sens, certaines contributions ont fait le pari d'observer le phénomène du désengagement individuel des étudiants universitaires dans une perspective processuelle et/ou relationnelle intégrant ainsi le temps long et des acteurs qui, par leur mission, ont un impact certain à la fois sur le mobilisation et sur le désengagement estudiantin.
- 9 Le numéro présente, certes, quelques points aveugles telle l'observation du phénomène du désengagement individuel au sein des mouvements estudiantins de tendance islamiste. De même, de futures analyses résolument comparatistes devraient nous permettre d'avancer dans la compréhension d'une question restée jusqu'à nos jours largement négligée par la recherche sur la mobilisation sociale.

## L'« avant-garde » de la nation

- 10 Les raisons de notre intérêt pour les étudiants du supérieur sont multiples. Le Moyen-Orient a traditionnellement connu de fortes mobilisations estudiantines, et ce au moins depuis la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. L'engagement significatif des étudiants dans les lycées, les campus universitaires, tout comme dans les débats politiques à l'échelle nationale ont fait d'eux une réelle force sociale et symbolique dans les pays arabes – Abdalla 1985 ; Haggai 1989 ; Bashkin 2009 ; Watenpaugh 2002 : 325-347)– dans le cadre

des luttes anticoloniales. L'expansion de l'éducation obligatoire et des universités à partir des années 1950, ainsi que les projets « modernisateurs » des nouvelles élites étatiques n'ont fait qu'accroître le rôle prépondérant des étudiants dans la vie sociale et politique de la région. Ce faisant, les universités et collèges de l'ère post-coloniale ont hérité d'une double culture : « service de l'État et creuset de la construction nationale » (Rey 2010 : 29)<sup>5</sup>.

- 11 Cependant, l'ouverture de collèges et d'universités, jusque-là caractérisés par un certain élitisme, à un plus grand nombre d'étudiants entraîna une série de transformations sociopolitiques importantes au cours des années 1960-1970<sup>6</sup> : l'élargissement considérable du spectre des origines sociales, ethniques et religieuses des étudiants ; un processus de massification dans certaines universités conduisant à des tensions autour des ressources allouées à l'éducation ; et enfin, l'émergence des « étudiants » comme un groupe social distinct, qui se traduira dans les années 1970-1980 par la mise en pratique des premières politiques étatiques destinées spécifiquement à la « jeunesse » – pensée encore et principalement en tant que « jeunesse éduquée et urbaine »<sup>7</sup> – avec la création de ministères de la jeunesse et du sport.
- 12 Dans un bon nombre de pays arabes, de la Tunisie à l'Irak en passant par l'Égypte, l'Université, face à la croissante absence de pluralisme et de liberté d'expression dans l'arène politique, devient à des degrés variables un « champ politique de substitution », un réceptacle des « aspirations, des frustrations et des revendications » (Guiter 1997 : 93) des sociétés arabes en situation post-coloniale. Les étudiants universitaires s'érigent pendant les années 1960-1980 en fer de lance des débats sociétaux et surtout des combats, au sens imagé et réel du terme, entre les divers courants politiques dominants dans la région moyen-orientale : communisme, panarabisme, socialisme arabe et islamisme.
- 13 La Turquie, n'ayant pas vécu l'expérience coloniale, suit une évolution singulière pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, à la différence de la majorité des pays arabes, les universités turques restent en dehors de l'influence coloniale. Dans la République de 1923, l'enseignement supérieur est perçu comme un élément clé des nouvelles élites afin de moderniser la société turque et de créer de « vrais Turcs » (*öz Türkler*) loyaux à la République turque. Si tous les secteurs de la société turque ont une responsabilité dans la tâche de poursuivre la modernisation de la Turquie, la « jeunesse » (éduquée) a un rôle particulier à jouer. Dans son célèbre Discours (*Nutuk*) prononcé en octobre 1927, Mustafa Kemal sacralise la mission confiée par l'État à la jeunesse : « Ô jeunesse turque, nous avons bâti la République, c'est à vous de la faire vivre et de lui permettre de s'élever » (Kemal 1989 : 1197). Ainsi que Leyla Neyzi et d'autres auteurs l'ont fait remarquer (Neyzi 2001 : 411-432 ; Lüküslü 2005 : 31-32), cependant, le concept de « jeunesse » mis en avant par le discours kémaliste résulte d'une construction étatique ; autrement dit : « la jeunesse reçoit cette mission, elle ne se l'octroie pas » (Şeni 2007 : 241).
- 14 Des fêtes nationales sont dédiées à la jeunesse, tandis qu'un souci pour l'éducation se fait sentir. Dès 1924, la loi pour l'unification de l'éducation place toutes les institutions éducatives sous le contrôle du Ministère de l'Éducation nationale. En outre, toutes les écoles religieuses sont fermées. La plupart des diplômés universitaires sont engagés directement dans la bureaucratie étatique, laissant « orphelin » le secteur privé de l'économie (Aypay 2003 : 109-135). En 1937, la loi de Réorganisation décide de la

fermeture de la première université ottomane –*Darülfünün* (1863)– pour laisser la place à l'Université d'Istanbul. La loi des universités de 1946 octroie l'autonomie absolue aux centres d'enseignement supérieur et, entre 1945 et 1960, le nombre d'étudiants universitaires passe de 20 000 à 65 000 (Szyliowicz 1973 : 417).

- 15 En dépit de certaines tensions autour des ressources allouées aux universités, en général, le milieu étudiantin, à la différence des pays arabes, ne s'érige pas en force de contestation car, comme nous l'avons vu, les étudiants sont encadrés idéologiquement pour défendre les valeurs d'une République qui, du reste, n'est pas soumise à l'influence coloniale. En réalité, et contrairement à certaines idées préconçues sur les mouvements d'étudiants identifiés trop souvent avec les seules tendances de gauche, la plupart des organisations étudiantines de cette période se situent clairement à la droite de l'échiquier politique et leur seul mot d'ordre est le nationalisme atatürkiste.
- 16 Toutefois, après la Seconde guerre mondiale, la Turquie poursuit une évolution comparable à celle des autres pays moyen-orientaux. Ainsi, dès 1946, le système universitaire devient un des points centraux du débat politique turc, dû à l'introduction à la fois du pluralisme politique dans le pays et de la loi sur l'autonomie des universités (Turan 2010 : 142-164). L'État turc, en outre, tente de répondre aux demandes pressantes d'une jeunesse en pleine expansion et qui aspire à devenir un acteur clé du système politique et économique national, en encourageant la construction de nouvelles universités dans tout le pays. Ainsi, entre 1957 et 1977, le nombre d'universités turques passe de six à dix-sept, tandis que le nombre d'étudiants passe de 65 000 à 340 000 (Ozankaya 1978).
- 17 Ces transformations, conjuguées aux contingences historiques internationales (Guerre froide, crise chypriote, internationalisation accrue de l'économie turque, renforcement de la présence américaine dans la région) et nationales (urbanisation rapide, tensions sociales et prolétarisation de l'économie, tensions croissantes entre la gauche kémaliste et la droite conservatrice, interventionnisme de l'armée dans la vie politique du pays), propulsent de vastes groupes d'étudiants du secondaire et du supérieur sur le devant de la scène sociale et politique de la Turquie (Alper 2010). Les universités, « traversées par ces processus de polarisation et de montée de violence, deviennent alors des sites de politisation des individus » (Gourisse 2010 : 362).
- 18 Le rôle joué par les étudiants universitaires pendant ces deux décennies mérite cependant une attention toute particulière pour quelques raisons additionnelles. En premier lieu, l'« alliance » scellée entre des étudiants et des professeurs universitaires, des intellectuels de gauche et les secteurs « progressistes » de l'armée qui prépare le terrain au coup d'État du 27 mai 1960 assure désormais la centralité des étudiants du supérieur dans l'espace protestataire turc (Mutlu Ulus 2011). Les étudiants estiment qu'ils ont un devoir moral et qu'ils ne peuvent tout simplement pas se détourner de leurs « responsabilités ». Cette alliance ouvre aussi les portes à une libéralisation partielle du champ politique et social du pays, ainsi qu'à une progression des forces de gauche, toutes tendances confondues, dans les milieux syndicaux, politiques et étudiantins durant les années 1960 (Abadan 1963 ; Aydınoglu 2011). En outre, la participation des étudiants universitaires aux mobilisations conduisant au coup d'État militaire du 27 mai 1960 marque profondément les esprits de la « génération de 68 » (Monceau 2007 : 97-130) qui espère, en vain, une réactualisation de l'alliance des secteurs « progressistes » afin de faire advenir la « révolution socialiste » en Turquie.

- 19 Deuxièmement, les étudiants du supérieur jouent un rôle majeur dans la politisation des « jeunes loups » des lycées des grandes villes comme Istanbul ou Ankara. Les récits des anciens militants prouvent que les activistes universitaires encadrent certaines actions des lycéens –sit-in, marches, actes de sabotage–, fournissent de la propagande écrite –brochures, affiches– à leurs plus jeunes acolytes et, parfois, les protègent physiquement à la sortie du lycée lorsqu'ils se sentent menacés par leurs « ennemis » (Mardin 1977 : 229-254)<sup>8</sup>. La connaissance du « terrain » leur permet de renouer rapidement les liens de confiance avec des anciens « suiveurs », devenus désormais des meneurs dans les lycées, confirmant ainsi l'importance de la dynamique d'autoperpétuation de la politisation dans le milieu étudiant (Crossley 2008 : 19-38). En ce sens, les plus jeunes militants universitaires deviennent le chaînon nécessaire afin d'assurer la coordination entre lycées et universités et, *in fine*, le caractère massif et coordonné des mobilisations estudiantines des années 1960-1970<sup>9</sup>.
- 20 Troisièmement, les « passions révolutionnaires » (Bozarslan, Bataillon et Jaffrelot 2011), avec leur cortège de violence urbaine, touchent en premier les étudiants du supérieur. Peu à peu, les affrontements sur les campus et dans les rues entre militants d'extrême gauche et d'extrême droite (« Loups gris ») alternent avec d'autres types d'actions plus violentes. Dès 1970, certains groupes radicaux de gauche décident de passer à la lutte de guérilla urbaine afin d'accélérer l'avènement de la « révolution ». Si le coup d'État de 1971 met un frein temporel aux activités estudiantines, la répression dirigée principalement contre les organisations de gauche et l'exécution de leaders universitaires tel Deniz Gezmiş en 1972 ont un effet contre-productif ; elles créent des icônes « jeunes » au service de la « résistance », face à l'« impérialisme » et au « fascisme »<sup>10</sup>. Paradoxalement, mais suivant une logique similaire à celle de l'extrême gauche au Japon, en Italie ou encore en Allemagne, la radicalisation de certaines organisations estudiantines conduit à la marginalisation progressive des forces de gauche, fragilisées à la fois par des divisions successives et par la répression d'un appareil étatique qui s'érige de plus en plus en une « tyrannie fragmentée » (Tilly 2003).
- 21 Enfin, et en lien avec le point précédent, l'observation du milieu étudiant universitaire permet de suivre de près à la fois les nouvelles techniques de répression mises en place par l'État turc –mais aussi ailleurs au Moyen-Orient– afin de dépolitiser une « jeunesse » devenue menaçante pour l'« ordre social » et les nouvelles formes de réengagement dans un contexte marqué par l'apparente démobilisation sociale. En effet, le coup d'État du 12 septembre 1980 porte un coup fatal à la « gauche révolutionnaire » et aux mouvements connexes, alors que les organisations de droite sont moins visées par les mesures disciplinaires. Intellectuels, dirigeants estudiantins et militants de base sont arrêtés, torturés et dans certains cas condamnés à l'exil. Le bilan du putsch militaire –650 000 arrestations, 1 683 000 instructions judiciaires, 517 condamnations à mort (dont 49 ont été appliquées), 30 000 licenciements de la fonction publique, l'interdiction de 667 associations et fondations, des centaines de décès suspects– est sans appel (Massicard 2010 : 6 ; Duclert 2010 : 32).
- 22 Parallèlement, l'État élabore des mécanismes insidieux de dépolitisation de la société turque, et en particulier du milieu étudiant. Le YÖK devient ainsi l'une des pièces maîtresses de la politique de « normalisation » des universités. Fondé en novembre 1981 par la loi n° 2547 sur l'enseignement supérieur, cet organisme joue un rôle central dans la dépolitisation et, *in fine*, dans la démobilisation collective des étudiants universitaires, comme le souligne la contribution à ce numéro de Murat Yılmaz. Les

nouveaux règlements administratifs, la perte d'autonomie des universités, la surveillance sur les étudiants et les enseignants sont mis au service de la « pacification » des campus, tandis qu'une coalition militaro-néolibérale permet l'application partielle de la synthèse turco-islamique<sup>11</sup> dans les universités (Ateş 1984 ; Dinç 1986 ; şimşek 2006).

- 23 Paradoxalement, en dépit des réformes introduites par les gouvernements successifs afin d'adapter la Turquie aux exigences de l'Union européenne et des critiques adressées par bon nombre d'intellectuels –voire par la plupart des partis siégeant au Parlement– à l'encontre du YÖK, cet héritage pour le moins gênant de l'intervention des militaires en 1980, n'a été ni aboli ni réformé en profondeur, car il assure une mainmise politique sur le système universitaire qu'aucun parti au pouvoir n'est prêt à sacrifier (Monceau 2005 : 129-142 ; Yılmaz 2012 : 153-168).

## Quid du « cycle de démobilisation »

- 24 La démobilisation collective et le désengagement se présentent au chercheur comme des processus sociaux et individuels incluant une variété de phénomènes : de la démobilisation politique d'une société dans sa presque totalité au retrait des individus-militants vers la sphère privée ou l'« exit » (Hirschman 1983). En réalité, cependant, derrière ce retrait individuel et/ou collectif se cachent des dynamiques sociales bien plus complexes.
- 25 Dans son très stimulant ouvrage de synthèse *Sociologie politique du Moyen-Orient* (2010), Hamit Bozarslan met en exergue une contradiction fondamentale que les chercheurs –qu'ils soient historiens, politistes ou sociologues– doivent prendre en considération lors de l'observation des terrains moyen-orientaux. Alors que le point de vue macro nous indique une « faiblesse [...] criante de l'action collective » entre 1980 et 2010, à quelques exceptions près, l'échelle micro regorge d'une « myriade d'engagements et d'actes de résistance » (Bozarslan 2010 : 65). En ce sens, l'auteur pointe la nécessité de ne pas ignorer ni les processus de démobilisation en œuvre depuis des décennies dans certains pays ni la portée des actions collectives quotidiennes ; les « formes quotidiennes de résistance » chères à James C. Scott (1985 ; 1990), la « politique par le bas » mise en valeur dans les travaux de Jean-François Bayart (2008) ou encore les pratiques cumulatives des « non-mouvements », concept proposé plus récemment par Asef Bayat (Bayat 2010).
- 26 Si cette contradiction reste d'actualité, Bozarslan fait le choix explicite de ne pas recourir à la sociologie des mouvements sociaux et de l'action collective –trop souvent figées par des « modélisations quelque peu abstraites »– pour entreprendre, à la place, une démarche inscrite dans la sociologie historique, dans le sillage de Charles Tilly, qui prête une attention toute particulière aux mécanismes et aux processus permettant d'étudier les régularités et les principes explicatifs des mobilisations (Bozarslan 2010 : 65). C'est donc à partir d'une perspective macrosociologique et de longue durée, que l'auteur considère les décennies 1940-1970 comme étant une « période de mobilisation », grâce à une « alliance de fait entre l'intelligentsia civile et militaire, la jeunesse universitaire et lycéenne et la classe ouvrière », en opposition aux trois décennies suivantes (1980-2010) marquées par une « démobilisation généralisée ». La « rue » est abandonnée progressivement en faveur d'espaces de dissidence moins exposés à la coercition étatique comme le quartier ou les régions reculées où des



groupes islamistes ou « séparatistes » comme le PKK en Turquie retrouvent un nouveau souffle (Bozarslan 2010 : 69-81).

- 27 Les récits écrits par les anciens militants notamment de gauche, ainsi que les travaux basés sur l'histoire orale tendent par ailleurs à confirmer cette périodisation. Plusieurs « témoins » des années « révolutionnaires » ont en effet souligné la sensation d'avoir été emportés par une force invisible, une vague d'énergie toute-puissante et irrésistible : « à cette époque, on était tous engagés » ou « il était difficile de ne pas être politisé » sont quelques phrases qui reviennent souvent durant les entretiens avec des anciens activistes et dans leurs autobiographies (Harun 1975 ; Yüksel 1992 ; Oral 2003 ; Mater 2009). Si de tels propos illustrent bel et bien le contexte d'incertitude et de radicalisation de l'époque, il s'agit cependant d'un discours qui ne permet pas de rendre compte des divers degrés d'engagement des étudiants du supérieur ni des variations des mobilisations entre universités, voire entre facultés au sein d'une même université. Ainsi, il faut rappeler que l'engagement de bon nombre d'« activistes » entre les années 1960-1970 se limitait à une participation parfois ponctuelle et « acritique » à des manifestations, boycotts et sit-ins organisées par les « vrais » meneurs. Comme toute mémoire individuelle, voire collective, il s'agit, en réalité, d'une mise en narration sélective qui vise en général à légitimer les choix pris par les acteurs *durant* et *après* la phase d'engagement.
- 28 En outre, ainsi qu'Emin Alper le souligne, les récits des diverses générations politiques liées à la fois aux « grandes mobilisations » en milieu universitaire et aux coups militaires en Turquie (Monceau 2007) sont devenus un « fardeau », à double titre, pour les nouvelles générations d'activistes. D'une part, la comparaison des mobilisations des années 1990-2000 avec l'« âge d'or » de l'engagement politique a provoqué un sentiment de culpabilité et d'échec partagé parmi les étudiants turcs, « incapables » de reproduire les « gestes » de leurs aînés (Alper 2009 : x). D'autre part, l'ombre des générations « héroïques » continue de planer sur les jeunes militants d'aujourd'hui, si bien que la « génération des années 1990 » –jugée comme apolitique, consumériste et passive (Lüküslü, 2005)– a été perçue par l'opinion publique comme leur antithèse.
- 29 Dans ce numéro, nous avons fait le pari d'alterner entre les échelles d'analyse –macro, meso, micro– afin de nuancer quelques conclusions à propos du processus de démobilisation et des facteurs conduisant au désengagement. La mise en dialogue de ces différents niveaux d'observation, permet de prendre en compte diverses variables tel le degré d'engagement des étudiants, leurs appartenances multiples, le type d'organisation, les coûts et les rétributions, le registre de mobilisation et les éléments « biographiques ».
- 30 Jusqu'à quel point, les dichotomies entre « mobilisation/démobilisation » et « politisé/apolitique » sont-elles pertinentes au-delà de l'échelle d'analyse macro pour rendre compte du phénomène de la défection militante ? Qu'est-ce que les analyses plus fines sur les dynamiques meso – « qui façonnent et soutiennent l'action collective dans le temps » (Mc Adam 2005 : 53) et micro nous révèlent sur la démobilisation collective et le désengagement individuel ? De même, en quoi l'analyse processuelle du désengagement nous permet-elle d'appréhender les facteurs (pourquoi) et les trajectoires (comment) du désengagement ? À partir de ces questionnements, les contributions de ce numéro visent un double objectif. D'une part, tout en reconnaissant l'impact de la répression et du rétrécissement des opportunités politiques dans un contexte autoritaire ou semi-autoritaire, elles introduisent des nuances au lien direct,

trop souvent considéré comme allant de soi, entre la coercition et le désengagement individuel (Combes et Fillieule 2011 : 1047-1072). D'autre part, à partir de l'observation de mouvements estudiantins de divers pays et périodes, l'ensemble d'articles invitent à tenter d'identifier des variations à la fois concernant le degré de démobilisation des organisations, l'impact de la répression sur les groupes et ses militants en rapport aux différentes séquences ou, encore, sur la relation entre les ressources individuelles et les coûts du désengagement.

- 31 Certes, la démobilisation collective du milieu étudiant en Turquie peut s'expliquer aisément par plusieurs facteurs structurels, largement partagés par d'autres pays voisins et lointains, telle la politique active de « dépolitisation » des universités mise en place par le YÖK, le déclin des idéologies de gauche au niveau mondial, les réformes éducatives « néolibérales » introduisant une concurrence exacerbée entre étudiants dans l'« université globale » (Marginson 2008 : 87-107), l'appauvrissement des universités publiques et par là même la « désacralisation » de leur légitimité sociétale, les difficultés économiques auxquelles la Turquie a dû faire face au cours des années 1990, provoquant par-là même un recentrage des étudiants du supérieur sur leurs projets individuels, ou encore la « fatigue sociale » touchant divers secteurs de la société turque après une période de fortes mobilisations entraînant, parfois, des coûts importants : prison, non obtention d'un diplôme, exil, séquelles physiques et/ou psychologiques des tortures subies, etc. Enfin, on ne peut pas oublier que plus de trente ans après le coup d'État dirigé par le général Kenan Evren, la répression étatique exercée entre 1980-1983 reste un traumatisme dans la mémoire collective turque, nourrissant encore de nos jours l'idée du militantisme comme une activité dangereuse (Berrak Tuna 2011 : 69)<sup>12</sup>.
- 32 Or, si la mise en place du YÖK eut indéniablement des conséquences immédiates sur les mouvements estudiantins en général, la démobilisation collective des « forces de gauche » ne doit pas nous faire oublier que vers la fin des années 1980 les universités turques sont témoins d'un renouveau du milieu étudiant à coloration islamiste (Güven 2005 : 205) et nationaliste kurde<sup>13</sup>. Autrement dit, l'intervention militaire en septembre 1980 a un impact foudroyant sur l'action collective, comprise comme « toute action concertée de un ou plusieurs groupes cherchant à faire triompher des fins partagées » (Fillieule 1993 : 9), dans le milieu universitaire, et en général dans tous les milieux sociaux en Turquie, à court terme. Toutefois, à moyen et long terme, elle provoque des effets différenciés en fonction des tendances politiques et des mouvements : gauche, droite, islamiste, nationaliste kurde. Par ailleurs, la coercition étatique ne pourra pas empêcher l'engagement de nouvelles générations d'étudiants (Birikim 2011) ni l'émergence de nouveaux modes d'action en milieu estudiantin, moins risqués –« post-it activism » ou activisme distancié– et moins exigeants en termes de temps, mais tout de même pris au sérieux par le gouvernement turc (Berrak Tuna 2011). Il est dès lors nécessaire d'entreprendre une analyse plus fine des phénomènes de démobilisation et de désengagement individuel.

## Le désengagement individuel

- 33 Bien que la contribution de Murat Yılmaz vienne confirmer dans une large mesure le rôle prépondérant de la répression dans la démobilisation collective des milieux estudiantins de gauche en Turquie, Yılmaz introduit quelques nuances significatives.

Tout d'abord, toutes les universités turques ne se transformèrent pas en des espaces de dissidence à la fin des années 1970. Certaines universités furent presque étrangères aux fortes mobilisations estudiantines, ce qui devrait nous inviter à mener davantage de recherches sur l'engagement différencié des étudiants du supérieur dans un même contexte politique. Deuxièmement, il montre combien la réaction face à la répression peut varier au sein d'une même génération, voire tendance politique. Ainsi, pour les activistes interviewés par Yılmaz, si la répression étatique a certes des conséquences biographiques –prison, torture, arrêt transitoire/définitif des études–, elle ne signifie en aucun cas le désengagement total. Ils tentent de se réorganiser, mais face à un contexte hautement répressif et à une « nouvelle génération » d'étudiants apparemment « apolitiques », ils se voient obligés de transformer les répertoires d'action, voire d'abandonner l'université en tant que site privilégié de résistance.

- 34 En effet, en Turquie, comme ailleurs au Moyen-Orient (Duboc 2010 : 61-79 ; Khawaga 2003 : 271-292), bon nombre d'« anciens » militants universitaires vont s'engager durablement (Braungart et Braungart 1993 : 62-64), en dépit d'expériences parfois douloureuses, et poursuivre leurs « carrières militantes »<sup>14</sup> en adoptant de nouvelles formes d'engagement « apolitiques » ou de « militantisme moral », et aidant ainsi à la consolidation de la « société civile » turque –associations professionnelles, défense des droits humains, fondations d'intellectuels– et à l'émergence de mobilisations particularistes –alévisme– (Massicard 2010 : 1-18). En ce sens, les « reconversions militantes » des anciens activistes estudiantins doivent nous amener à problématiser la dichotomie entre mobilisation et démobilisation (McAdam 1988) car le désengagement des anciens « vrais militants » n'en est forcément pas un. Très souvent, nous sommes devant un phénomène de réengagement/redésengagement ; autrement dit une alternance de périodes de retrait et de réengagement qui correspond, en réalité, avec la trajectoire d'activisme commune à bon nombre d'individus (Corrigall-Brown 2012).
- 35 Déplaçant notre regard vers une autre aire géographique, le Mexique, l'article collectif de Guadalupe Olivier-Téllez, Sergio Tamayo et Michael Voegtli propose également une réflexion autour des effets de la répression sur le mouvement estudiantin mexicain de 1968. De manière convaincante, et se basant sur une recherche de type ethnographique, les auteurs soulignent les effets variés de la répression non seulement en fonction de la pluralité des activistes –leur degré d'engagement, leurs biographies, etc–, mais également en rapport avec les temporalités diverses. Autrement dit, la contribution suggère de distinguer les effets de la répression dans une perspective processuelle et dynamique –pouvoir/mouvement protestataire/médias/contre-mouvements– qui prenne en compte les subjectivités des acteurs dans chacune des séquences des « moments » révolutionnaires, au lieu de supposer que la coercition a un impact indifférencié dans le temps.
- 36 Le texte d'Işıl Erdiñç introduit un autre élément intéressant pour une réflexion plus générale. L'étude du syndicat d'étudiants du supérieur *Genç-Sen* montre combien les continuités entre les mobilisations passées et actuelles sont présentes. Ainsi, et dans le sillage de Verta Taylor dans son étude du mouvement américain pour les droits civiques des femmes de 1945 au milieu des années 1960 (Taylor 1989 : 761-775), Erdiñç suggère que, en dépit de la répression qui a suivi le coup d'État de 1980, il n'y a pas eu de rupture totale entre certains mouvements estudiantins actuels et ceux des années 1960-1970, que ce soit au niveau des slogans ou des liens interpersonnels entre les nouvelles et les anciennes générations militantes. Une continuité qui peut, par ailleurs,

être un facteur de désengagement lorsque de nouveaux militants considèrent que l'attachement à de « vieilles idées » est, au final, un obstacle au renouveau de la mobilisation de la jeunesse estudiantine. Face à l'« immobilisme », réel ou ressenti, de potentielles recrues préfèrent se retirer soit pour tenter une nouvelle expérience dans un autre mouvement soit pour rester dans la « masse apolitique » décriée, parfois à tort, par une bonne partie de l'opinion publique.

- 37 Mais les facteurs conduisant à la démobilisation sont en réalité multiples et pas forcément liés au caractère autoritaire ou semi-autoritaire des régimes en place. Le papier de Joseph Hivert sur le mouvement du « 20 février » au Maroc avance une hypothèse intéressante : lorsque la faiblesse de dispositions militantes et/ou de compétences pour l'action collective est significative, les probabilités de la défection augmentent. Ainsi, même si les militants ayant opté pour l'« exit » avancent au premier abord d'autres justifications afin de « justifier » leur désengagement –satisfaction des revendications–, le manque de disponibilité biographique, et non pas forcément le contexte politique, s'avère être déterminant pour un certain type d'activistes.
- 38 L'analyse effectuée par Benjamin Geer sur le mouvement de professeurs du supérieur, le Groupe du « 9 Mars », en faveur de l'autonomie des universités en Égypte introduit un paradoxe très fécond. Alors que l'analyse structurale de l'engagement militant traditionnel insisterait sur l'importance des conditions favorables –contexte démocratique notamment– pour permettre l'émergence de mobilisations sociales, l'étude de cas réalisé par Geer vient défier les principales idées sous-jacentes de l'approche par la structure des opportunités politiques. Ainsi, Geer montre comment dans un contexte autoritaire ou semi-autoritaire, le mouvement initié en 2004 par des académiciens en vue de protéger l'autonomie des universités a permis à ces activistes de s'ériger en référence pour les milieux estudiantins et intellectuels « pro-démocratie ». En revanche, ce même capital culturel et symbolique –réputation, reconnaissance, popularité– perd de sa valeur dans un contexte a priori plus favorable suite à la chute du « dictateur » Hosni Moubarak et à l'entrée dans un contexte d'incertitude, de fluidité (Dobry 1986), créé par les révoltes populaires en Égypte. Le résultat de cette perte de capital est la défection d'une partie des activistes –en l'occurrence des professeurs et assistants universitaires– considérant que les rétributions, objectives et/ou subjectives, de leur engagement sont minimes.
- 39 Les révoltes survenues dans les pays arabes entre 2010 et 2011, le mouvement des « indignados » en Espagne, d'« Occupy Wall Street » à New York ou encore la « résistance » au Parc Gezi d'Istanbul ont à nouveau tourné le regard des chercheurs vers les mobilisations fortes et la dissidence comme objets privilégiés d'analyse, ainsi que l'indiquent le nombre de publications parues et de conférences organisées à leur propos. En outre, le réveil des mobilisations estudiantines dans les universités égyptiennes en 2013 ou les actions des étudiants de l'Université Technique du Moyen-Orient à Ankara contre la construction d'une autoroute détruisant une partie importante de son campus arboré annonceraient-ils le retour de l'Université comme socle de protestation au Moyen-Orient (Akyol 2013 ; Hamed 2013 ; Mohammed 2013) ? Il est évidemment encore trop tôt pour répondre à cette question. Pour l'instant, il semblerait que l'Université redevienne l'un des espaces de dissidence, mais pas le site privilégié de la contestation dans ces pays. Quoi qu'il en soit, et un peu à contre-courant, ce numéro espère avoir contribué à travers l'observation du milieu estudiantin à avancer dans la compréhension des phénomènes de la démobilisation et du

désengagement lesquels, rappelons-le encore une fois, font partie, malgré tout, du quotidien des mouvements sociaux et des mobilisations sociales.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- Abadan, Nermin (1963) 'Values and Political Behaviour of Turkish Youth', in *The Turkish Yearbook of International Relations IV*, Institute of International Relations Faculty of Political Science, Ankara, University of Ankara.
- Abdalla, Ahmad (1985) *The Student Movement and National Politics in Egypt, 1923-1973*, Londres, al-Saqi Books.
- Akyol, Mustafa (2013) 'Why Turks are fighting over trees', *Al-Monitor*, 24 octobre, URL: <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/10/ankara-highway-project-uproots-trees.html>
- Alper, Emin (2009) *Student Movement in Turkey from a Global Perspective*, Thèse de doctorat non publiée, Université de Bogaziçi, Istanbul.
- Alper, Emin (2010) '1968: Global or Local?', *Red Thread*, No. 2. URL: <http://www.red-thread.org/en/article.asp?a=38>
- Ateş, Toktamış (1984) *Niçin YÖK değil*, Istanbul, Süreç.
- Aydinoğlu, Ergun (2011) *Türkiye solu (1960-1980)*, Istanbul, Versus Yayınları.
- Aypay, Ahmet (2003) 'The relationship between state and higher education: The case of Mulkiye College in Turkey', *Mediterranean Journal of Educational Studies*, 8 (2), pp. 109-135.
- Bashkin, Orit (2009) *The Other Iraq. Pluralism and Culture in Hashemite Iraq*, Stanford, Stanford University Press.
- Bayat, Asef (2010) *Life as Politics: how ordinary people change the Middle East*, Stanford, Stanford University Press.
- Bayat, Asef (2011) 'Reclaiming Youthfulness', in S. Khalaf et R. S. Khalaf (dir.), *Arab Youth, Social Mobilisation in Times of Risk*, Londres, Saqi Books.
- Becker, Howard (1985) *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié.
- Bilgin, Fevzi (2013) *Turkey: Politics of the Gezi Protests*, Washington DC, Rethink Brief, Rethink Institute.
- Birikim (2011) *Öğrenci hareketi nereden nereye?*, avril-mai, n° 264-265, 152 pages.
- Björger, Tore et Horgan, John (dir.) (2009) *Leaving Terrorism Behind. Individual and Collective Disengagement*, Londres, Routledge.
- Bourdieu, Pierre (2002) *Questions de sociologie*, Paris, Les éditions de Minuit.
- Bozarslan, Hamit (2010) *Sociologie politique du Moyen-Orient*, Paris, La Découverte.
- Bozarslan, Hamit et al. (2011) *Passions révolutionnaires. Amérique latine, Moyen-Orient, Inde*, Paris, EHESS.

- Bucholtz, Mary (2002) 'Youth and Cultural Practice', *Annual Review of Anthropology*, vol. 31, pp. 525-552.
- Braungart, Richard G. et Braungart, Margaret M. (1993) *Life course and generational politics*, Lanham, University Press of America.
- Can, Kemal (2000) 'Youth, Turkism and the Extreme Right: The Idealist Hearths', in S. Yerasimos, G. Seufert et K. Vorhoff (dir.), *Civil Society in the Grip of Nationalism: Studies on Political Culture in Contemporary Turkey*, Istanbul, Orient Institut, pp. 335-373.
- Combes, Hélène et Fillieule, Olivier (2011) 'De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire', *Revue française de science politique*, 61 (6), pp. 1047-1072.
- Corrigall-Brown, Catherine (2012) *Patterns of protest: trajectoires of participation in social movements*, Stanford, Stanford University Press.
- Crossley, Nick (2008) 'Social networks and student activism: on the politicising effect of campus connections', *The Sociological Review*, 56 (1), pp. 19-38.
- Dinç, Güney (1986) *YÖK çıkmayı. Yükseköğretim davaları*, Istanbul, Bilim ve sanat.
- Dirks, Sabine (1975) *Islam et jeunesse en Turquie aujourd'hui*, Thèse présentée à Paris V, Paris.
- Duboc, Marie (2010) 'Egyptian leftist intellectuals' activism from the margins. Overcoming the mobilization/demobilization dichotomy', in J. Beinin et F. Vairel (dir.), *Social movements, mobilization, and contestation in the Middle East and North Africa*, Stanford, Stanford University Press, pp. 61-79.
- Duclert, Vincent (2010) *L'Europe a-t-elle besoin des intellectuels turcs ?*, Paris, Armand Colin.
- Dobry, Michel (1986) *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations sectorielles*, Paris, PUF.
- Farag, Iman (2007) 'Quand l'éducation forme la jeunesse : la construction d'une catégorie en Égypte', in M. Bennani-Chraïbi et I. Farag (dir.), *Jeunesses des sociétés arabes par de-là les promesses et les menaces*, Le Caire, CEDEJ, pp. 49-78.
- Fayart, Jean-François (2008) *La politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala.
- Feyizoğlu, Turhan (2002) *FKF. Fikir Kulüpleri Federasyonu : Demokrasi Mücadelesinde Sosyalist Bir Öğrenci Hareketi*, Istanbul, Ozan Yayıncılık.
- Fillieule, Olivier et Péchu, Cécile (1993) *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan.
- Fillieule, Olivier (2001) 'Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel', *Revue française de science politique*, 51 (1-2), pp. 199-215.
- Fillieule, Olivier (dir.) (2005) *Le désengagement militant*, Paris, Belin.
- Fillieule, Olivier (2013) 'Postface. Des marées aux inondations', in A. Allal et T. Pierret (dir.), *Au cœur des révoltes arabes*, Paris, Armand Colin, pp. 287-308.
- Fuchs-Ebaugh, Helen Rose (1988) *Becoming an Ex: The Process of Role Exit*, Chicago, University of Chicago Press.
- Girardot, Clément (2013) 'Des campus aux prisons turques', *Amnesty*, mai, pp. 28-30.
- Gökay, Bülent et Xypolia, Ilia (dir.) (2013) *Reflections on Taksim-Gezi Park Protests in Turkey*, Keele, Keele European Research Centre.

Gourisse, Benjamin (2010) *L'État en jeu. Captation des ressources et désobjectivation de l'État en Turquie (1975-1980)*, Thèse non publiée, Université de Sorbonne (Paris-1).

Guiter, Laurent (1997) 'L'Université : histoire d'une normalisation', *Cahiers de l'Orient*, n° 46, pp. 93-101.

Güven, Ismail (2005) 'The impact of political Islam on education: the revitalization of Islamic education in the Turkish educational setting', *International Journal of Educational Development*, vol. 25, pp. 193-208.

Haggai, Erlich (1989) *Students and University in 20th Century in Egyptian Politics*, Londres, Frank Cass.

Hamed, Enas (2013) 'Egypt's students fuel anti-government protests', *Al-Monitor*, 22 novembre, URL: <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/11/egypt-student-movements-fuel-protests.html>

Harun, Karadeniz (1975) *Olaylı Yıllar ve Gençlik*, Istanbul, May Yayınları.

Hirschman, Albert O. (1983) *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard.

Kemal, Mustafa (1989) *Nutuk*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi.

Kongar, Emre et Küçükkaya, Aykut (2013) *Gezi Direnişi (Türkiye'yi sarsan otuz gün - Artık hiçbir şey eskisi gibi olmayacak)*, Istanbul, Cumhuriyet Kitapları.

Lüküslü, Demet (2005) 'Constructors and constructed: youth as a political actor in modernising Turkey', in J. Forbrig (dir.), *Revisiting youth political participation*, Strasbourg Council of Europe, pp. 29-35.

El Khawaga, Dina (2003) 'La génération seventies en Égypte. La société civile comme répertoire d'action alternatif', in M. Bennani-Chraïbi et O. Fillieule (dir.), *Résistance et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Sciences Po, pp. 271-292.

McAdam, Doug (2005) 'Pour dépasser l'analyse structurelle de l'engagement militant', in O. Fillieule (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin.

Mauger, Gérard (2010) 'Jeunesse : essai de construction d'un objet', *Agora débats*, n° 56, pp. 9-24.

McAdam, Doug (1988) *Freedom Summer*, New York/Oxford, Oxford University Press.

Mardin, Şerif (1977) 'Youth and Violence in Turkey', *International Social Science Journal*, 1 (2), pp. 229-254.

Marginson, Simon (2008) 'Vers une hégémonie de l'université globale', *Critique internationale*, n° 39, pp. 87-107.

Massicard, Élise (2010) 'Répression et changement des formes de militantisme : carrières de remobilisation à gauche après 1980 en Turquie', *Sociétés politiques comparées*, n° 28, pp. 1-18.

Mater, Nadire (2009) *Sokak güzeldir: 68'de ne oldu?*, Istanbul, Metis Yayınları.

Mohammed, Abdel Salam (2013) 'Egyptian universities between the Brotherhood and the military', *Sada*, 20 décembre, URL: <http://carnegieendowment.org/sada/2013/12/20/egyptian-universities-between-brotherhood-and-military/gwty>

Monceau, Nicolas (2005) 'La politique de l'éducation nationale en Turquie. Bilan de l'action du gouvernement AKP (2002-2004)', *Outre-Terre*, n° 10, pp. 129-142.

Monceau, Nicolas (2007) *Génération démocrates. Les élites turques et le pouvoir*, Paris, Dalloz.

Mutlu Ulus, Özgür (2011) *The Army and the Radical Left in Turkey*, New York, I.B. Tauris.

- Neyzi, Leyla (2001) 'Object or subject? The paradox of youth in Turkey', *International Journal of Middle East Studies*, 33 (3), pp. 411-432.
- Oral, Çalışlar (2003) *'68 Anılarım*, İstanbul, Gendaş.
- Ozankaya, Özer (1978) *Türk Devrimci ve Yüksek Öğretim Gençliği*, Ankara, SBF Yayınları.
- Özbank, Murat (2013) *Gezi Ruhu ve Politik Teori*, İstanbul, Kolektif Kitap.
- Récappe, Bénédicte (2009) 'Mobilisation étudiante et génération politique : qui précède l'autre ? Réflexions comparatives à partir des exemples hongrois (1956) et mexicain (1968)', *Revue internationale de politique comparée*, 16 (2), pp. 205-220.
- Rey, Matthieu (2010) 'La Wathba : Manifester en Irak en 1948', *Vingtième siècle*, n° 108 (octobre-décembre), pp. 25-37.
- Samim, Ahmet (1981) 'The Tragedy of the Turkish Left', *New Left Review*, I/126, pp. 60-85.
- Scott, James C. (1985) *Weapons of the weak: everyday forms of peasant resistance*, Yale, Yale University press.
- Scott, James C. (1990) *Domination and the arts of resistance: hidden transcripts*, Yale, Yale University Press.
- şeni, Nora (2007) 'La jeunesse, une non-génération. Rhétorique éducative dans la Turquie des années trente', in F. Georgeon et K. Kreiser (dir.) *Enfance et jeunesse dans le monde musulman*, Paris, Maisonneuve & Larose, pp. 233-257.
- şimşek, şaban (2006) *Kırmızı çizgi YÖK*, Ankara, Nobel Yayın Dağıtım.
- Szyliowicz, Joseph S. (1973) *Education and Modernization in the Middle East*, Ithaca-London, Cornell University Press.
- Taylor, Verta (1989) 'Social movement continuity: The women's movement in abeyance', *American Sociological Review*, 54 (5), pp. 761-775.
- Tilly, Charles (2003) *The Politics of Collective Violence*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Tuna, Yasemin Berrak (2011) *Internet et militantisme ni utopie ni dystopie : Usage de nouvelles technologies d'une association contestataire en Turquie*, Mémoire de diplôme non publié (Paris-I).
- Turan, İlan (2010) 'University Governance in Turkey', in C. Kerslake, K. Öktem et P. Robins (dir.), *Turkey's Engagement with Modernity. Conflict and Change in the Twentieth Century*, New York/Londres, Palgrave Macmillan, pp. 143-164.
- Üstel, Füsün (1994) 'Synthèse turco-islamique entre traditionalisme et modernité', in J. Thobie et S. Kançal (dir.), *Industrialisation, communication et rapports sociaux en Turquie et en Méditerranée orientale*, Paris, L'Harmattan, pp. 387-400.
- Watenpaugh, Keith (2002) 'Steel shirts, white badges and the last qabaday: Fascism, urban violence and civic identity in Aleppo under French rule', in N. Méouchy (dir.), *France, Syrie et Liban (1918-146. Les ambiguïtés et les dynamiques de la relation mandataire*, Damas, Institut Français d'Etudes Arabes de Damas, pp. 325-347.
- Wyn, Johanna et White, Robert (1997) *Rethinking Youth*, Londres, Sage Publications.
- Yıldırım, Umut et Navaro-Yashin, Yael (2013) 'An Impromptu Uprising: Ethnographic Reflections on the Gezi Park Protests in Turkey', *Cultural Anthropology Online*, URL: <http://www.culanth.org/fieldsights/391-an-impromptu-uprising-ethnographic-reflections-on-the-gezi-park-protests-in-turkey>



Yılmaz, Murat (2012) 'Le YÖK et le politique : un rapport paralysant la réforme de l'enseignement supérieur en Turquie', *Confluences méditerranée*, n° 83, pp. 153-168. DOI: 10.3917/come.083.0153

Yüksel, Baştuñç (1992) *şu '68 Kuşuğu*, İstanbul, Yılmaz Yayınları.

## NOTES

1. Les mobilisations de Gezi s'opposaient à la piétonisation de la place Taksim, la destruction du parc Gezi et la construction à la place de celui-ci de la réplique d'une caserne militaire ottomane abritant un centre commercial et une mosquée.

2. Pour des analyses dans le feu de l'action, consultez notamment le blog de l'IFEA (<http://ovipot.hypotheses.org/page/2>) et Jadaliyya-Turquie (<http://turkey.jadaliyya.com/>).

3. Entre les 6 et 7 juin 2013, la société privée KONDA effectua une seconde enquête auprès de 4411 participants, avec des résultats similaires (Kongar et Küçükkaya 2013).

4. En effet, à côté du sens sémantique du terme « événement », Bénédicte Récappée, en suivant Paul Ricoeur pour qui « tout ce qui arrive ne fait pas événement », « l'importance de la façon dont les faits sont perçus nous rappelle le caractère construit de l'événement, de sa perception à son récit, de son interprétation à sa transmission » (Récappé 2009 : 210).

5. Ainsi, par exemple, Fadhil Abbas al Mahdawi, juge de la court présidentielle sous la période d'Abdul Karim Kassem en Irak considérait que : « Students all over the world are soldiers of science, literature and arts, which are the essential elements of building nations and bringing progress to countries [...]. Besides students are always soldiers of justice, democracy, liberty and peace ». Hoover Institution Archives, U.S.N.S.A, Boîte 221. « L'étudiant irakien », publié par la Fédération générale d'étudiants dans la République irakienne, n°1, Juin 1959, p. 3.

6. Après la Seconde guerre mondiale, de nouvelles universités sont créées dans une cadence très rapide dans l'ensemble de la région moyen-orientale : Égypte (1942, 1949, 1950), Syrie (1946), Liban (1950), Libye (1955), Irak (1956), Maroc (1957), Arabie Saoudite (1957), Tunisie (1958), Jordanie (1962) et Koweït (1966). Alors que durant l'année académique 1961-1962, 157 000 étudiants se répartissent dans les 20 universités existantes dans le monde arabe, dix ans plus tard, 48 universités accueillent plus de 375 000 étudiants du supérieur.

7. La catégorie de la jeunesse n'a pas d'unité sociale et de ce fait elle ne peut pas être considérée comme une catégorie homogène (Bourdieu 2002). En outre, ainsi que des historiens et des anthropologues de la « jeunesse » nous le rappellent, la « jeunesse » est une construction sociale dont sa définition et ses attributs varient selon le contexte historique et socio-économique. En ce sens, la « jeunesse » turque des années 1960-1970, avec ses pratiques (temps libre pour les loisirs, accès facilité aux transports publics, codes vestimentaires, etc) et codes langagières « modernes », se limite presque exclusivement à la jeunesse estudiantine et urbaine (Bayat 2011 ; Wyn et White 1997 ; Bucholtz 2002 : 525-552 ; Farag 2007 : 49-78 ; Mauger 2010 : 9-24).

8. Alors que les étudiants de droite sont formés dans les « foyers idéalistes » (Can 2000 : 335-373), les activistes de gauche sont davantage formés dans l'enceinte des universités et des dortoirs universitaires. Parmi les syndicats estudiantins de gauche, il faut souligner dès 1964 les Clubs de la Pensée (Fikir Kulüpleri), transformés en l'Organisation de la Jeunesse révolutionnaire (Türkiye Devrim Gençlik Teşkilatı ou Dev-Genç) en 1969 (Feyizoğlu 2002).

9. Les fortes mobilisations des années 1960-1970 ne doivent pas nous faire oublier qu'en dépit de l'image véhiculée par les mémoires d'anciens militants et par les journaux de cette période, la plupart des étudiants n'étaient pas membres d'associations estudiantines. Ainsi, selon une enquête réalisée en 1965 à l'université d'Ankara, 78,2% des sujets interrogés n'étaient inscrits dans aucune organisation estudiantine, 19% étaient membres d'une association estudiantine non-politique, et 3,8% faisaient partie d'une association estudiantine politique (Dirks 1975 : 261). De

même, si l'engagement de certains étudiants dans des groupes de lutte armée est une réalité avérée, il constitue cependant un phénomène minoritaire. Le niveau d'engagement des étudiants « politisés » varie grandement et il ne doit pas être surestimé.

10. Deniz Gezmiş était le dirigeant de l'Armée de libération du peuple de Turquie (THKO). D'autres groupes similaires sont l'Armée de libération des ouvriers et des paysans de Turquie (TIKKO), ou le Parti-Front de libération du peuple de Turquie (THKP).

11. La synthèse turco-islamique, comme idéologie sous-jacente de la politique turque depuis 1980, n'est pas une innovation en ce qui concerne la conjonction entre Islam et turquisme. Élaborée par les « foyers turcs » au cours du 20<sup>e</sup> siècle, elle trouve son application concrète suite au coup militaire de 1980 et, en particulier, dans l'esprit de la Constitution de 1982 : « démocratie autoritaire », fin de l'autonomie universitaire, formation de tribunaux de Sécurité d'État, centralisation dans le domaine administratif (Üstel 1994 : 387-400).

12. Une image qui n'est pas pour autant erronée. L'activisme en Turquie continue d'être une option risquée ainsi que les vagues d'arrestations suite à l'évacuation du parc de Gezi en juillet 2013 le prouvent. De manière plus générale, il faut rappeler que la Turquie a été condamnée à plusieurs reprises par la Cour européenne des droits de l'homme à cause du non respect de la liberté d'expression et des abus commis sur des activistes en détention. En ce qui concerne le milieu étudiant seul, l'Initiative pour la solidarité avec les étudiants incarcérés (TÖDI) a recensé environ huit cents étudiants derrière les barreaux, à attendre leur procès ou à purger une peine, dont quatre-vingt-dix pour cent sont kurdes » (Girardot 2013 : 29).

13. Notre enquête réalisée en 2013 auprès d'anciens étudiants à l'Université Dicle de Diyarbakır, entre 1986 et 1990, nous a permis de constater le renouveau du mouvement étudiant dans cette ville à majorité kurde, mais à la différence de la fin des années 1970, le registre « ethnique » est hégémonique au détriment des groupements proches de la gauche turque.

14. Howard Becker (Becker 1985) a étendu la portée du concept de carrière, propre aux professions, à différents phénomènes d'engagement. Reprise ultérieurement par d'autres chercheurs, la notion de « carrière militante » en sociologie des mobilisations (Filleule 2001 : 199-217) a l'avantage de mettre d'accent sur l'aspect processuel des trajectoires militantes ainsi que sur l'articulation entre histoires individuelles et contextes.

## RÉSUMÉS

The uprisings that erupted unexpectedly in the Middle East between 2010 and 2011 propelled this region's youth to the forefront of the political and media scene. To some scholars, we are witnessing a re-politicisation of the Middle Eastern youth, which stands in marked contrast to their "depoliticisation" and "apathy" of recent years. Yet, although the participation of the youth "by the way the 'majority' of the population in the region" to popular protests is an undeniable fact, student unions seem to be out of the picture so far. From a macro-level perspective, the marginal role of student associations may appear "natural". Whilst nationalist and revolutionary leaders encouraged students to actively participate in politics "for the sake of the nation" until the 1960s, revolutionary as well as conservative regimes progressively sought to "depoliticize" them. In that respect, the university field became a privileged site of experimentation of methods of repression which would then be expanded to be used in all sectors of society. However, though scholars must take into consideration the political context of a given society "authoritarian or semi-authoritarian in most of Middle Eastern countries", what the meso and micro levels of

analysis reveal us about the complex and multi-layered phenomena of collective demobilization and individual disengagement? This special issue offers some responses to that central question while analyzing different case studies within the university milieu from Turkey to Egypt, Morocco, and Mexico over the last forty years.

## INDEX

**Keywords** : demobilization, disengagement, militant trajectories, repression, higher education, Arab spring

## AUTEUR

**JORDI TEJEL GORGAS**

Professeur-chercheur en Histoire internationale à l'Institut de hautes études internationales et du Développement, Genève